

Le projet urbain du Blosne à Rennes (2010-2017) : de l'atelier urbain à une concertation “ outillée ” et “ augmentée ” : a-t-on gagné en interactivité ?

Hélène Bailleul, Flavie Ferchaud

► To cite this version:

Hélène Bailleul, Flavie Ferchaud. Le projet urbain du Blosne à Rennes (2010-2017) : de l'atelier urbain à une concertation “ outillée ” et “ augmentée ” : a-t-on gagné en interactivité ?. 7ème colloque du réseau OPDE, Lameta; UMR Innovation; Institut de la concertation; M-Lab Dauphine, Oct 2017, Montpellier, France. halshs-02314699

HAL Id: halshs-02314699

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02314699>

Submitted on 11 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



LE PROJET URBAIN DU BLOSNE À RENNES (2010-2017) : DE L'ATELIER URBAIN À UNE CONCERTATION "OUTILLÉE" ET "AUGMENTÉE" : A-T-ON GAGNÉ EN INTERACTIVITÉ ?

Retour d'expérience sur les dispositifs de concertation et leurs évolutions numériques.

Hélène Bailleul (1), Flavie Ferchaud (2)

(1) Université Rennes 2, UMR Espaces et SOciétés CNRS 6590, Place du recteur H. Le Moal, CS 24307, 35043 Rennes Cedex, helene.bailleul@univ-rennes2.fr

(2) Université Rennes 2, UMR Espaces et SOciétés CNRS 6590, Place du recteur H. Le Moal, CS 24307, 35043 Rennes Cedex, flavie.ferchaud@univ-rennes2.fr

Résumé :

Cette communication met en lumière les évolutions d'un processus de concertation dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine d'un quartier classé en ZUS à Rennes. Sept années de dispositifs sont étudiées pour montrer la transformation des enjeux de la concertation et la place du numérique dans ces dispositifs. Cette analyse de l'offre de concertation est complétée par une approche de la gouvernance de cette mission. Au cœur des missions de plusieurs services, la mise en œuvre de la démocratie numérique est ballotée entre des objectifs parfois contradictoires (objectifs opérationnels, de management, de visibilité, de gestion de la donnée) qui ne favorise pas l'émergence d'une participation « augmentée », interactive et permanente, source d'émancipation pour les populations locales.

Mots clés :

Dispositifs participatifs, participation augmentée par le numérique, gouvernance ouverte du projet urbain

INTRODUCTION

Le développement des outils numériques de modélisation des environnements urbains favorise depuis une quinzaine d'années la diffusion de leur usage dans l'accompagnement de la participation des citoyens aux projets d'urbanisme. Cet outillage de l'action publique locale est un phénomène qui s'amplifie à tel point que les mondes professionnels ont rapidement vu émerger un vocabulaire inédit pour qualifier ces nouvelles formes de débat : « participation augmentée », « e-participation », « participation 2.0 », « médiation urbaine augmentée ». L'usage de ces environnements numériques de simulation dans les dispositifs de participation questionne à la fois les formes de démocratie, de débat public, mais aussi, à un niveau plus individuel, la cognition « outillée » de l'espace, ou encore l'apprentissage des usages numériques (Beauchamps, 2007) en situation de démocratie participative. Nombre de recherches récentes dans le domaine de l'aménagement participatif (Healey, 1997), de la démocratie numérique (Monnoyer-Smith et Wojcik, 2014) ou de l'analyse des dispositifs participatifs questionnent ces nouveaux espaces de débat et en montrent l'intérêt pour la recherche en sciences sociales.

Dans le cas présenté ici, l'incursion du numérique est progressive et fait appel à différentes « phases » du projet urbain et différentes fonctions de la participation. Le projet urbain du Blosne est en effet une ancienne démarche, entamée en 2010, qui voit en 2017 ses premières réalisations. Nous sommes donc dans le cadre d'une opération au long court, nécessitant une définition complexe de la participation citoyenne. Nous prendrons ici en compte la participation au projet (prenant la forme de dispositifs de concertation), mais aussi la participation à la vie du quartier et la vie citoyenne (*empowerment*) qui accompagne l'idéal d'émancipation des populations d'un quartier défavorisé et stigmatisé.

Après avoir présenté le contexte, notre communication reviendra ainsi sur deux aspects. Dans un premier temps nous insisterons sur l'intérêt d'une démarche rétrospective des dispositifs participatifs et de leurs effets mobilisant une lecture des jeux d'acteurs qui se composent et se recomposent autour d'un même objet. Dans un second temps, nous proposerons une lecture des incohérences de ces dispositifs numériques au regard de leur contexte de conception. La « prolifération » des dispositifs numériques sur la période récente s'appuie effet sur une forme de compétition entre services, qui favorise leur instrumentalisation et diminue leur capacité à fabriquer de la participation.

Colloque OPDE 2017 Montpellier

« Concevoir, adapter, évaluer des dispositifs pour faciliter et étendre la participation »

1. LE BLOSNE : UN LABORATOIRE POUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE ?

11. Situation et contexte démocratique du projet urbain

La lente opération de renouvellement urbain

Le Blosne est un quartier classé Zone Urbaine Sensible et situé au sud-est de la ville de Rennes. L'urbanisation du quartier à la fin des années 1960 s'inscrit dans la logique de la réalisation des quartiers de grands ensembles. Le quartier compte 53% de logement sociaux et constitue un des plus grands parcs de logement social de la ville. Si le territoire est vaste et les espaces verts nombreux, la mixité sociale est inégalement répartie entre les différents îlots du quartier. Peuplé de 17 347 habitants en 2013, le quartier du Blosne perd de sa population (-3,8 % sur la période 2008-2013) alors que le reste de la ville en gagne (+2,3 % sur la période 2008-2013). Le nombre des allocataires dépendants des prestations sociales augmente, mettant ainsi en évidence une importante fragilité sociale qui touche le quartier.

Avant 2016, on ne relevait aucune construction nouvelle sur le quartier depuis les années 1980. Ce faisant, le quartier est marqué par une esthétique dépassée et par un bâti uniforme (couleurs, formes). Dans le cadre du dossier présenté à l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), la Ville de Rennes a décidé en 2005 de réaliser une étude de requalification urbaine. Cette étude a été confiée à l'agence Antoine Grumbach. La partie Est du quartier fait l'objet d'un projet de renouvellement urbain qui s'est concrétisé avec la validation du dossier de création de la ZAC en 2013. Le projet est entré en phase opérationnelle depuis 2016. En mai 2015, la Ville de Rennes a par ailleurs signé le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Engageant plus de 400 millions d'euros sur la ville de Rennes dans les dix ans, il concerne deux quartiers prioritaires de la ville : Maurepas, au Nord Est de Rennes, et le Blosne.

Certains immeubles de logements sociaux ont déjà fait l'objet de travaux de rénovation, de changement d'usages et d'extension. D'autres réhabilitations sont en cours. Le projet urbain prévoit en outre la construction de nouveaux logements (environ 1000 logements), l'implantation d'équipements (pôle associatif, conservatoire régional de musique), la réorganisation des commerces et des services, du stationnement et des voies de circulation. La connexion des espaces verts et leur valorisation est dessinée à travers un large « parc en réseau ». Début 2017, une première construction nouvelle a été inaugurée : elle accueille l'agence Rennes-Sud de Pôle emploi.

La concertation à la rennaise : des caravanes de quartier au budget participatif

La Ville de Rennes est souvent donnée en exemple en matière de participation publique. Une série de dispositifs ont en effet été mis en œuvre dès 1983. A cette date, la « démarche quartier » est initiée : douze quartiers ont été créés, correspondant à des niveaux de proximité pertinents, des réalités de vie et des cohérences démographiques. Chacun des douze quartiers est structuré par la présence d'un élu, d'un conseil de quartier et de commissions de travail. En 2003, les quartiers sont regroupés par deux pour former six grands quartiers. Des directions de quartier assurent, en lien avec les élus et les services concernés, le pilotage des projets de quartier. Elles coordonnent les actions des services et représentent l'administration municipale auprès des acteurs de quartiers. Dans les quartiers concernés, comme le Blosne, elles animent et mettent en œuvre la politique de la ville. De 2009 à 2014, les « caravanes des quartiers » ont constitué des temps forts, organisant des rencontres entre habitants, associations et élus, des débats sur les problématiques du quartier, des échanges sur l'histoire du quartier, des temps festifs, etc.

Colloque OPDE 2017 Montpellier

« Concevoir, adapter, évaluer des dispositifs pour faciliter et étendre la participation »

Avec la nouvelle municipalité, élue en 2014, des Assises de la Démocratie Locale sont lancées et une charte de la démocratie locale, précisant les nouvelles formes de débat public, est votée en 2015. Les conseils de quartier et conseils citoyens mettent presque deux ans avant d'être installés. La concertation reprend enfin fin 2016 : permanences à la direction de quartier, puis programmation de réunions de concertation en 2016-2017 sur l'avancement du projet urbain. L'offre rennaise en termes de participation se complète d'un nouvel outil : le budget participatif (5% du budget municipal pour des projets remontés par les habitants et choisis par les rennais) qui permet aux habitants de proposer des aménagements de proximité.

Le contexte particulier de notre analyse met en lumière le fait que sur la période deux phases distinctes se dessinent :

- celle engagée par l'ancienne municipalité qui visait à construire un espace de diagnostic partagé du quartier avec une logique de « présence forte » dans le quartier pour accompagner les populations à la réflexivité sur leur cadre de vie ;
- celle qui reprend en 2016 et qui accompagne un renouvellement de la démocratie locale (institution du conseil citoyen) mais aussi une reconfiguration radicale des moyens alloués à l'organisation de la concertation elle-même. La construction, en cours, d'une maison du projet pourrait redéfinir ce nouvel environnement.

12. Les acteurs des dispositifs partenariaux

La première phase de concertation-diagnostic

Dans le cadre de ce projet de renouvellement urbain, la Ville de Rennes a missionné l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Rennes (IAUR) et l'Agence d'Urbanisme et de Développement Intercommunal de l'Agglomération Rennaise (AUDIAR) pour mettre en œuvre et animer un dispositif de concertation « expérimentale », dont la portée contrastée a déjà été analysée dans un article précédent (Ferchaud et Dumont, 2015). Ce dispositif a perduré 4 ans et s'est articulé autour d'actions regroupant des acteurs de l'aménagement (élus, agents de la Ville de Rennes et Rennes Métropole, techniciens, bailleurs sociaux, promoteurs) et des acteurs du quartier (équipements socio-culturels, associations, commerçants, habitants). Entre autres actions, deux voyages d'étude, réunissant l'ensemble de ces acteurs, ont ainsi été réalisés à Berlin (2010) et Barcelone (2011).

Les effets du changement de municipalité : arrêt soudain et reprise lente

En 2014, le contrat entre la Ville de Rennes, l'IAUR et l'AUDIAR se termine. La fin des actions menées correspond à un arrêt du dispositif de concertation. L'arrivée d'une chargée de projet à Rennes Métropole en 2015 signe la relance de permanences visant à informer les habitants sur le projet urbain et à entendre leurs réactions. Ces permanences ne se déroulent plus dans les locaux de l'« atelier urbain » du centre culturel du Triangle, mais au pôle social du quartier, réunissant le centre social et la mairie de quartier.

En 2016, la nouvelle équipe municipale décide d'accompagner tous les projets urbains en cours par une démarche artistique. Le mot d'ordre consiste à favoriser des usages « intermédiaires » de l'espace, en attendant l'aménagement programmé dans plusieurs années. C'est particulièrement le cas du boulevard de Yougoslavie dont le réaménagement fait l'objet de réunions de concertation (hiver 2016 et printemps 2017), mais aussi d'une occupation par des acteurs culturels (sous la houlette d'une coopérative artistique, Ars Nomadis). Le contrat passé entre les chargés d'opération de la Ville et le collectif consiste à proposer sur la période 2016-2018 un certain nombre

Colloque OPDE 2017 Montpellier

« Concevoir, adapter, évaluer des dispositifs pour faciliter et étendre la participation »

d'événements amenant les habitants du quartier à investir un espace dont le réaménagement ne débutera qu'en 2019-2020. Une première expérience a eu lieu au printemps et à l'été 2017 (le festival « Les Dimanches au Blosne ») favorisant la redécouverte d'un espace délivré de la circulation automobile¹ et le débat sur l'avenir du quartier et l'implication des résidents².

Fin 2017, l'inauguration d'une « maison du projet » est attendue comme la relance d'une réelle présence sur le quartier et d'un outil de négociation pour la phase opérationnelle. Des jeunes en service civique seront embauchés pour en assurer l'animation au côté de la chargée de mission concertation (service aménagement opérationnel, Ville de Rennes).

La société civile sur la période : Ambassadeurs, Coopérateurs, Pas sans nous.

En janvier 2010, à l'occasion de son discours pour la nouvelle année, l' élu du quartier a proposé aux résidents présents de se porter candidats pour être « ambassadeurs du projet urbain ». Suite à cela, des annonces étaient publiées dans les journaux locaux, et des courriers envoyés. Plus d'une centaine d'habitants se sont portés volontaires. Le profil type de l'ambassadeur est à dominante retraité, propriétaire, engagé dans des réseaux associatifs et/ou militants, largement non-représentatif donc de la composition sociale du secteur. Si le processus s'est ouvert au fil des bilans des actions menées, ce groupe d'ambassadeurs a été systématiquement invité à toutes les actions menées. Suite à l'arrêt du dispositif de concertation en 2014, ils ont manifesté leur mécontentement et leur déception. Ils se sont par la suite organisés en collectif, indépendant, appelé les « coopérateurs ».

« Habitants du Blosne, militants d'associations culturelles, sportives, sociales ou de cadre de vie... nous nous sommes mobilisés dès l'annonce du projet de rénovation urbaine de notre quartier ! Changer l'image du Blosne, la revivifier avec l'apport de nouveaux logements résidentiels, commerces, bureaux et services nous semblait un programme ambitieux mais nécessaire pour sortir du cliché de la cité dortoir. Nous étions une centaine à donner de notre temps, de notre énergie, de notre intelligence collective pour que cette transformation réussisse parce que nous y croyons.

Durant 5 ans nous avons été les ambassadeurs du projet urbain. Puis confrontés à un vide sidéral avant édification des nouvelles façades de la démocratie locale. Alors les ambassadeurs sont devenus coopérateurs du Blosne. Une organisation indépendante, en collectif... » (Présentation du groupe des coopérateurs³)

Le collectif des « coopérateurs » est membre de la coordination nationale *Pas sans nous*, créée en septembre 2014. Cette coordination se présente comme un « syndicat des quartiers populaires ». Ce « syndicat » ambitionne d'être force de propositions auprès des pouvoirs publics, se positionne comme porte-voix des habitants et des acteurs, se présente comme un espace de ressource et de transmission et propose enfin la mise en place d'expérimentations et de formations.

Dans les réunions de relance de la concertation qui ont lieu à partir de 2016, les coopérateurs défendent une position de « vigilance » par rapport aux enjeux de la concertation : poursuivre l'esprit de « co-production » sur les programmes qui seront mis en œuvre. Ils demandent par ailleurs que soit mise en place une co-gestion (institutionnelle et citoyenne) de la maison du projet.

¹ La ville de Rennes a pris le parti d'interdire la circulation automobile sur deux des quatre voies du Boulevard de Yougoslavie en Novembre 2016. Cet aménagement temporaire vise à favoriser la réappropriation des lieux par les usagers et acteurs du quartier.

² http://www.arsnomadis.eu/blog/public/Chants_du_Blosne_presentation6p.pdf

³ <http://le-blosne-a-venir.fr/quinou/>

Colloque OPDE 2017 Montpellier

« Concevoir, adapter, évaluer des dispositifs pour faciliter et étendre la participation »

13. Méthodes d'enquête et d'analyse

De l'observation participante...

Du point de vue méthodologique, cette communication restitue une enquête de recherche-actions combinant une approche longitudinale et une diversité de méthodes d'enquête. De 2010 à 2013, une des auteures était ainsi chargée de mission au sein de l'IAUR, mandaté pour assurer le rôle d'intermédiaire entre les institutions et les résidents, et pour animer le processus d'aménagement. Les matériaux qui en sont issus sont basés sur des consignations provenant de ses observations, ainsi que sur des échanges formels et informels menés avec des résidents, des représentants d'associations et des responsables institutionnels de l'opération d'aménagement. À partir de février 2014, elle a intégré le service aménagement opérationnel de Rennes Métropole dans le but de mener une recherche sur les technologies numériques et la participation des jeunes aux projets d'aménagement urbain (thèse CIFRE). Si le sujet de la thèse a évolué et a amené à s'éloigner du Blosne, l'immersion dans la collectivité a permis le recueil de matériaux autorisant la poursuite de l'étude de l'opération d'aménagement du Blosne.

A la recherche appliquée...

Entre 2012 et 2014, le laboratoire ESO-Rennes a été associé à une étude⁴ visant à identifier et analyser les usages numériques dans la participation citoyenne d'un côté et de l'autre de l'Atlantique (comparaison entre la ville de Rennes et la ville de Québec). Ces travaux ont conduit à catégoriser les usages numériques développés depuis une quinzaine d'années à Rennes (Souvigné et al., 2017), où le quartier du Blosne constituait un laboratoire « privilégié » d'expérimentations. Cette collaboration a conduit les partenaires à développer de nouveaux outils (simulation située) et à les tester sur des terrains français et québécois (Daniel, 2014). Forts de cette première expérience, un cadre d'analyse s'est peu à peu formalisé consistant à suivre régulièrement l'évolution des usages numériques à Rennes (approche longitudinale) tout en maintenant une démarche de recherche appliquée, orientée vers le développement de solutions techniques et l'expérimentation rapide.

Et expérimentale...

En 2016, à l'occasion de la relance du processus de concertation, et dans la continuité d'une recherche sur la dimension numérique de la fabrique de la ville, un nouveau projet⁵ a été lancé, centré sur l'expérimentation de plusieurs dispositifs numériques dans un contexte « réel » de concertation. Le choix du quartier du Blosne a permis à la recherche de s'appuyer sur une temporalité de « relance » de la concertation et d'impliquer ainsi, en parallèle de la concertation institutionnelle, de nombreux acteurs du quartier (acteurs socio-culturels, acteurs scolaires, jeunes, habitants). D'un point de vue méthodologique, un atelier d'étudiants de master 2 (Beaujour et al., 2017) a permis l'expérimentation de deux dispositifs différents auprès de différents publics et l'élaboration d'une grille d'observation et d'analyse de ces dispositifs (centrée sur l'expérience de l'utilisateur, sur les freins et les leviers du numérique, sur le degré de participation). La mise en œuvre

⁴ Le programme intitulé « 3D et médiation urbaine » a été soutenu par le CFQCD entre 2012 et 2014. Il associait Rennes Métropole, sous l'égide du service SIG, la Ville de Québec (service SIG et Aménagement urbain), des entreprises privées (Archividéo et Triphide) ainsi que trois partenaires universitaires (l'institut des Technologies de l'Information et des Sociétés (ITIS), l'université Laval, Département des sciences géomatiques et l'Université Rennes 2, laboratoire ESO-Rennes).

⁵ Programme Particité 3D, soutenu par le GIS M@rsouin et la Région Bretagne. Présentation succincte : <https://www.marsouin.org/mot277.html>

Colloque OPDE 2017 Montpellier

« Concevoir, adapter, évaluer des dispositifs pour faciliter et étendre la participation »

partenariale de ces expérimentations (avec différents services de la métropole, mais aussi les acteurs éducatifs, associatifs et culturels du quartier) a également été un terrain d'observation pour les chercheurs qui nourrit cet article⁶ en termes d'analyse des valeurs associées au numérique (partie 3).

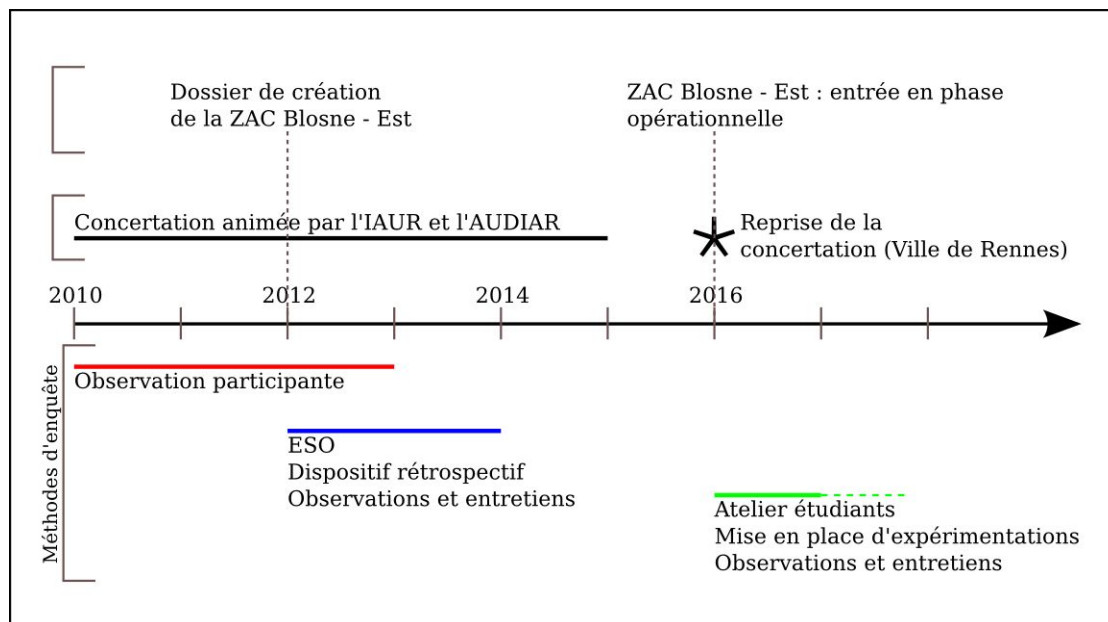


Figure 1. Le projet urbain, la recherche et ses méthodes entre 2010 et 2017

Le long terme de la recherche permet de rendre visible des évolutions qui ne s'arrêtent pas uniquement à la « nouveauté » du dispositif numérique mais renseignent sur les transformations sociales et techniques en cours et leur appropriation par les acteurs.

2. GRILLE DE LECTURE RÉTROSPECTIVE DES FORMES DE CONCERTATION : DE QUELLES ÉVOLUTIONS LE NUMÉRIQUE EST-IL L'INSTRUMENT ?

L'analyse de données que nous souhaitons présenter ici s'appuie sur la mise en forme de matériaux issus des différents dispositifs qui ont été portés par de multiples acteurs sur des périodes contrastées dans leur durée (Ferchaud et Dumont, 2015). Nous tentons de reconstruire ici une lecture générale d'un dispositif qui est vécu comme « haché » et « sans mémoire ». En effet, les politiques publiques ont tendance à multiplier les dispositifs afin de répondre à l'injonction à l'innovation participative (Bailleul, 2015), quitte à perdre de vue le contexte local et le temps long du projet.

21. Indicateurs pour une vision rétrospective des sept années de participation

Entre 2010 et 2017, les formes de concertation sont multiples. Elles articulent l'intervention d'une diversité d'acteurs, d'enjeux et de publics visés. Pour les restituer et mettre en avant la place et le rôle des technologies numériques dans ces dispositifs, nous avons choisi une grille de lecture recensant :

⁶ Le comité de pilotage de l'atelier ainsi que les nombreuses interactions avec les acteurs du quartier ont permis de rassembler un matériau inédit sur les valeurs qu'ils associent à une participation des publics au projet urbain via les outils numériques.

Colloque OPDE 2017 Montpellier

« Concevoir, adapter, évaluer des dispositifs pour faciliter et étendre la participation »

- le nom du dispositif ;
- les enjeux initiaux en termes de concertation ;
- la temporalité ;
- les formes de remontées vers les commanditaires (Ville de Rennes, Rennes Métropole) ;
- les acteurs impliqués dans sa conception et sa mise en œuvre ;
- la présence éventuelle des TIC et/ou d'un outil numérique ;
- les acteurs de la conception et de la mise en œuvre de ces technologies et/ou outils
- les apports de ces outils pour les usagers.

Cette grille de lecture (Tableau 1) relève d'un effort de mise en visibilité des interactions au cours du dispositif (la question du public, de son implication, de sa relation à la maîtrise d'ouvrage) mais également des dispositifs entre eux (comment l'empilement de ces « méthodes » fabrique-t-il une cohérence ?).

Si sur la période 2010-2014 un certain nombre de dispositifs « permanents » (ambassadeurs, atelier urbain, forum) officialient à la cohérence de la démarche, on observe un tournant sur la période de relance de la concertation (2016-2017) avec des expérimentations sans réel lien entre elles qui n'impliquent plus les acteurs de la première phase.

22. Tableau descriptif des dispositifs de 2010 à 2017

Dispositif	Enjeux de la concertation	Temporalité	Public	Forme de restitution, remontée vers le maître d'ouvrage	Partenariat	S'il y a un outil numérique, de quelle nature ?	Mise en œuvre	Apport de l'outil numérique pour l'utilisateur
Atelier urbain (local au centre culturel ou mobile)	<ul style="list-style-type: none"> - Informer - Donner son avis - Sensibiliser à l'aménagement et l'architecture 	2010 - 2014	Habitants, acteurs du quartier	Bilan écrit tous les 6 mois. Bilan lors des comités de pilotage	Ville de Rennes (location du local) – IAUR (animation) - AUDIAR	<ul style="list-style-type: none"> - Pour communiquer (blog, réseaux sociaux) - Pour informer (blog, maquette 3D du quartier et du projet urbain à partir de 2012) 	IAUR, Archividéo (entreprise locale spécialisée dans la 3D) et Ville de Rennes (service SIG).	Information à distance. Visualisation : 3D = se rendre compte des volumes, des distances, des ombres portées...
Ouvrage sur l'histoire du quartier	<ul style="list-style-type: none"> - Informer - Recherche participative : iconographie, entretiens... 	3 ans 2010-2013	Ambassadeurs (une dizaine)	Publication d'un ouvrage	IAUR Université Rennes 2	-	-	-
Voyages d'études, visites	<ul style="list-style-type: none"> - Se projeter - Partager des références 	2010-2013	Ambassadeurs, acteurs du quartier	Bilans, synthèses, film (Berlin), photos (tous)	Ville de Rennes IAUR AUDIAR	-	-	-
Réunions publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Informer 	2010 puis 2016-2017	Habitants, acteurs du quartier	Synthèse des questions posées	Ville de Rennes Urbanistes IAUR AUDIAR	Pour informer : power-point, maquette 3D, Slideshare	Archividéo Ville de Rennes (SIG) Urbanistes	Se repérer Se projeter

	- Débattre (questions - réponses)							
Forum	- Informer - Débattre - Récolter des avis	2011-2013	Habitants, acteurs du quartier	Bilans, synthèses	Ville de Rennes Urbanistes IAUR AUDIAR	Pour informer : power-point, maquette 3D, Slideshare	Archivé Ville de Rennes (SIG) Urbanistes	Se repérer Se projeter
Diagnostic et propositions	- Partager des éléments de diagnostic - Formaliser des propositions	2011-2014	Ambassadeurs, habitants, acteurs du quartier, des ilots concernés	Synthèses, présentation des propositions aux élus, urbanistes et acteurs du projet	IAUR AUDIAR	Pour restituer les propositions : modélisations et formalisation dans la maquette 3D	Archivé Modélisation dans la maquette 3D : étudiants	Formaliser des propositions, les donner à voir
Balades urbaines	- Partager des éléments de diagnostic - Débattre	2011	Ambassadeurs, habitants	Bilans, synthèses	IAUR AUDIAR	Pour échanger : projection des photos réalisées pendant les balades	Photographes amateurs IAUR : projection, animation du débat	Appuyer, illustrer son propos (aide à l'argumentation)

Enquête en porte à porte	- Recenser des pratiques	2011	1000 habitants	Rapport	IAUR	-	-	-
Empreintes de mouvement	- Expérimenter avec les habitants - Recenser les déplacements	2013	23 habitants	Visualisation des déplacements	IAUR Rennes Métropole Orange	Smartphone Visualisation des mobilités Impression 3D	Orange Fablab de Rennes (impression des empreintes)	Visualisation de données intangibles Diagnostic
Commissions de secteurs	- Informer - Echanger	2013	Habitants des secteurs	Bilans, synthèses	IAUR	-	-	-

Dispositif	Enjeux de la concertation	Temporalité	Public	Forme de restitution, remontée vers le maître d'ouvrage	Partenariat	S'il y a un outil numérique, de quelle nature ?	Mise en œuvre	Apport de l'outil numérique pour l'utilisateur
Atelier « Jouer à aménager son environnement proche » (square des Dalmates) Atelier Minecraft	<ul style="list-style-type: none"> - Informer - Récolter des scénarios - S'amuser et apprendre les enjeux de l'aménagement 	6 mois (2016-2017)	Scolaire (école Torigné) Enfants du centre de loisirs	Rapport d'étude, fiche de conduite du dispositif, extraits vidéos des maquettes réalisées (diffusion), cartes mentales (exposition)	Ville de Rennes (3 services), Université Rennes 2, centre de loisirs, groupe scolaire Torigné	Application sur tablette (rallye pédestre) + jeu vidéo Minecraft, atelier de 4 jours ou d'1 journée	Etudiants Université Rennes 2 Programme Particité 3D	Apprendre les enjeux de l'aménagement Concourir Jouer sur une plateforme numérique Proposer Commenter/restituer
Atelier « réfléchir et donner à voir ses idées pour le projet » (Bd Yougoslavie). Atelier photomontage	<ul style="list-style-type: none"> - Se projeter dans l'espace aménagé - Formaliser des propositions 	6 mois (2016-2017)	Habitantes du quartier fréquentant le centre social	Rapport d'étude, fiche de conduite du dispositif, images réalisées (présentation)	Ville de Rennes (3 services), Université Rennes 2, centre social Ty Blosne	Logiciel de photomontage Banque d'images, atelier d'1/2 journée	Etudiants Université Rennes 2 Programme Particité 3D	Apprendre à faire du photomontage Proposer des solutions Représenter ses idées
Les chants du Blosne	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation portraits sonores d'habitants - Animations dans l'espace public - Débats thématiques - Résidences artistiques 	2 ans (2016-2018)	Habitants du quartier (portraits), grand public (événements), artistes	Installation sonore (parcours) Occupation de l'espace public (Bd Yougoslavie), valorisation du quartier dans la presse	Ville de Rennes (projet urbain), Ars Nomadis, scolaires	Presse, réseaux sociaux, Sound cloud (partage des témoignages en ligne)	Ars Nomadis, Ecole Volga	Témoigner Valoriser sa culture d'origine Se rencontrer

Tableau 1. Diversité des dispositifs participatifs et évolution des enjeux entre 2010 et 2017

23. L'appauvrissement des enjeux, difficilement pallié par le versant ludique des dispositifs

Le tableau recense les actions de participation les plus significatives depuis 2010. Il permet de mettre en évidence trois éléments pour l'analyse. Le premier concerne celui de du périmètre des dispositifs, qui se resserre au fil du temps : il correspond au départ au périmètre du quartier, puis au secteur de la ZAC Blosne-Est identifié par les urbanistes et enfin à des ilots opérationnels (square de Nimègue, Torigné, Dalmates, Yougoslavie). Deuxièmement, à ce resserrement spatial s'ajoute un resserrement des publics : les premières actions du processus global de concertation agrègent une centaine d'individus, davantage lors des réunions publiques et des forums, alors que les dernières n'en rassemblent plus qu'une dizaine. Troisièmement, si les premières actions visent à partager des éléments de diagnostic, elles permettent aussi de formuler et formaliser des propositions concrètes interpellant les enjeux du projet urbain : les mobilités, la vitalité socio-économique du quartier, la rénovation des copropriétés, etc. A partir de 2013, ces propositions disparaissent : l'atelier dans lequel les habitants font des propositions concrètes et participent à leur mise en œuvre se réduit à l'aménagement d'un square, d'une rue. Alors que les premières propositions interrogent la vision des acteurs publics et des urbanistes sur une diversité de sujets, dont le partage de l'espace par exemple, les expressions des habitants sont au fil du temps réduites au choix de végétaux, à la localisation de mobilier urbain. Cela est encore plus significatif à partir de 2016, alors que la concertation reprend, cette fois-ci sans l'IAUR et l'AUDIAR, et que le projet est entré dans une phase opérationnelle. La "concertation" prend alors la forme de permanences et de réunions publiques pour informer et échanger d'une part, d'actions culturelles, ludiques, s'appuyant volontairement sur les technologies de l'information et de la communication pour en favoriser la visibilité. Au final, plus le projet entre dans une phase pré-opérationnelle, puis opérationnelle, et plus le public est restreint et contraint par le statut donné à ses propositions. Cela conduit à une impasse du point de vue de la participation à la décision, l'entrée dans la phase opérationnelle contraignant les dispositifs à se placer "à côté" de la transformation urbaine du quartier et donc, à investir d'autres champs (culturels, ludiques, etc.).

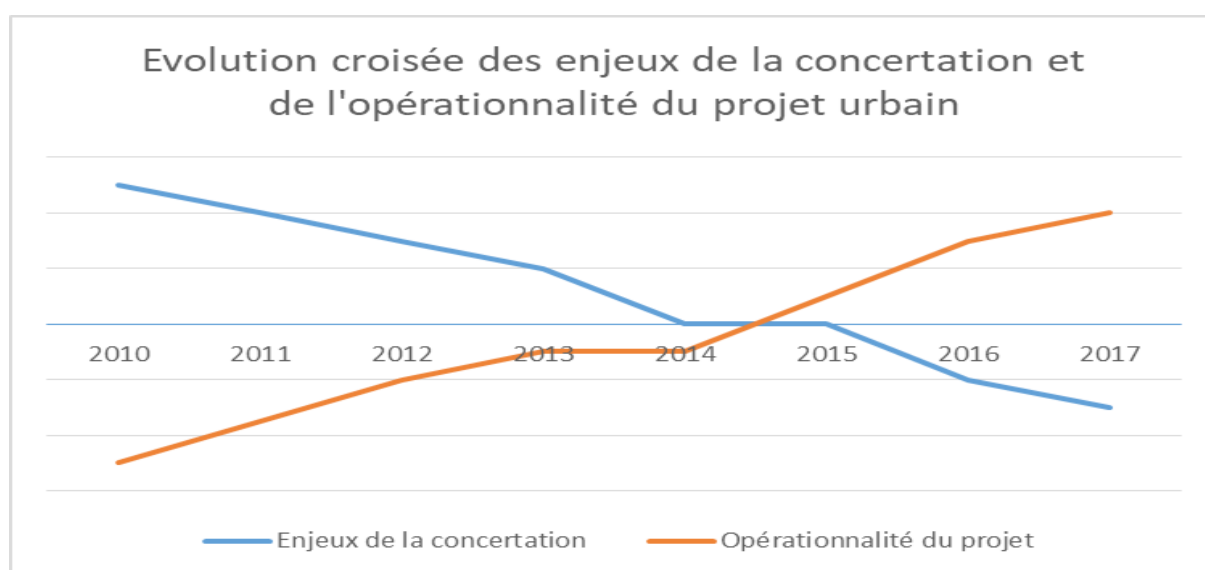


Figure 2. Schéma rétrospectif du degré de participation en fonction de l'avancement du projet

Cette première lecture des sept années de concertation laisse entrevoir une forme de progression dans l'instrumentalisation de la concertation à laquelle participe le recours au numérique.

3. EXPLICITER LA CONCERTATION NUMÉRIQUE PAR LE POSITIONNEMENT DE LA MISSION AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ

La nature et le fonctionnement de la participation citoyenne du projet du Blosne est sans conteste un exemple intéressant pour analyser son architecture interne. En effet, si de nombreux travaux se sont intéressés à la participation du point de vue des citoyens, quelques-uns seulement, dans une période plus récente, l'abordent du point de vue de l'ingénierie et de ses effets sur le fonctionnement institutionnel local⁷ (Mazeaud, 2010 ; Lee, 2015). C'est dans ce sens que nous développons cette troisième partie car il nous semble que ce point de vue renseigne sur la conduite de l'offre participative sur le moyen terme.

31. La maîtrise publique du processus : entre ouverture et fermeture

La première phase : une « carte blanche » aux assistants à la maîtrise d'ouvrage

L'évolution des formes de participation sur la période montre un va et vient entre maîtrise stricte et ouverture de la démarche. La période 2010-2014, pouvant être considérée comme la phase de diagnostic et d'étude préalable (visant à définir le contenu du dossier de réalisation de la ZAC) est marquée par une logique multi-partenariale, relativement ouverte sur les formes d'implication des habitants et partenaires. L'assistance à la maîtrise d'ouvrage y est primordiale. Assurée par l'agence d'urbanisme (AUDIAR) et l'IAUR pour le volet concertation, les élus laissent une relative « carte blanche » à ces deux partenaires. Les propositions de dispositifs sont validées par l'élus de quartier et « imposées » aux concepteurs (l'agence Antoine Grumbach) et aux services techniques. Des outils permanents sont mis en place et « accueillis » par les structures du quartier (l'atelier urbain dispose par exemple d'une salle dédiée au centre culturel du quartier).

Cette première organisation va prendre fin avec le renouvellement de l'équipe municipale. En effet, avec l'arrivée de la nouvelle équipe, la politique de démocratie locale va être complètement revue et les élus référents des quartiers vont changer. Cela va avoir pour impact une restriction très importante des moyens alloués à la concertation, et un « renvoi » des partenaires AUDIAR et IAUR (qui malgré tout se mobiliseront pour produire un bilan des 4 années⁸, montrer l'intérêt des dispositifs et plaider pour leur maintien).

La deuxième phase : une nécessaire relance qui s'appuie sur des partenariats maîtrisés en interne

La refonte des objectifs de démocratie locale a eu pour effet de créer un « vide » dans le débat public de plus de deux ans (les caravanes de quartier sont arrêtées, les réunions publiques sont suspendues entre 2014 et 2016). 2015 marque l'arrêt du dossier de création de la ZAC, qui parce qu'il est traité en régie, revient dans les mains du service aménagement opérationnel de Rennes Métropole. La personne chargée de l'opération va être appuyée par déléguée à la concertation recrutée en 2016. L'élus de quartier ayant changé, un temps sera également nécessaire pour la reprise du dossier du point de vue politique. Ce n'est que deux ans plus tard qu'une forme de stratégie de concertation reprend : autour de la « maison du projet » qui ne sera inauguré que fin 2017 et de la relance de

⁷ Si les travaux sur l'ingénierie participative sont nombreux depuis quelques années, ils nous semblent plus aborder la question de la circulation internationale des modèles que les contextes locaux, dénonçant une forme de professionnalisation conduisant à une offre de participation « générique » (Bonaccorsi et Nonjon, 2012 ; Mazeaud et al., 2016).

⁸ L'AUDIAR a notamment joué un rôle majeur dans la valorisation des résultats et leur diffusion. L'agence maintient en effet depuis 2014 un accès aux différentes propositions des habitants pour leur quartier sur son site internet : http://www.audiar.org/documents_blosne

Colloque OPDE 2017 Montpellier

« Concevoir, adapter, évaluer des dispositifs pour faciliter et étendre la participation »

réunions de concertation ponctuelles, qui s'apparentent à des réunions d'information sur les différentes opérations en cours.

Cette entrée dans la phase opérationnelle entraîne une forme de maîtrise des délais et des coûts qui n'est pas propice à l'ouverture. La programmation est de rigueur : tous les dispositifs sont ainsi centralisés autour de la personne du chargé de concertation/chargé d'opération, chaque démarche fait l'objet d'un contrat ou d'une convention temporaire (deux années pour le contrat avec Ars Nomadis, quelques mois pour la convention avec ESO-Rennes) et d'une évaluation.

Les deux initiatives prises en 2016-2017 pour relancer la concertation sont, de ce point de vue, éclairantes. La première consiste en l'association d'un collectif artistique pour animer une démarche de valorisation des populations au travers d'un projet d'archives sonores sur les cultures musicales des habitants. Le collectif Ars Nomadis conventionne avec la Ville de Rennes deux types d'action : la réalisation de portraits sonores et musicaux visant à mettre en valeur la diversité culturelle du quartier ; l'organisation d'événements culturels et festifs (5 en tout) pour favoriser la rencontre autour de ces portraits, mais aussi la venue d'artistes dans le quartier capables d'animer les espaces publics et de créer de la convivialité sur des « temps forts ».

La seconde est basée sur la proposition du laboratoire ESO-Rennes de développer des dispositifs numériques visant à associer des publics variés (enfants, jeunes, adultes) à la réflexion sur la programmation des espaces publics. Trois sites qui seront prochainement aménagés (square des Dalmates, boulevard de Yougoslavie, Halle) sont choisis pour expérimenter. Ces premières expériences visent à construire une variété de méthodes pouvant être mises en place après l'ouverture de la maison du projet. La convention signée autour d'un atelier d'étudiants de master a permis de mettre à plat les attentes des différents services qui ont été associés à cette démarche : service aménagement opérationnel, service SIG et service innovation numérique.

32. Une maîtrise convoitée par plusieurs services ne favorisant pas le renouvellement attendu par les populations

Un pilotage transversal qui n'aboutit pas à l'investissement attendu

Si le contrat avec le collectif artistique est géré exclusivement par le service aménagement opérationnel, la convention établie autour du projet de recherche Particité 3D et de l'atelier étudiant va au contraire impliquer différents services. Le service SIG et sa référente « données 3D », le service innovation numérique, s'associent à la chargée de mission concertation du projet urbain du Blosne pour définir un cahier des charges auquel l'atelier des étudiants répond. Les échanges préalables au lancement ainsi que les réunions du comité de pilotage au cours du travail ont montré les importantes divergences dans les objectifs visés par l'expérimentation.

Le point de vue du service aménagement opérationnel est lié à la situation du débat public dans le quartier à l'automne 2016. Les réunions publiques venant de reprendre, la scène locale est « bouillonnante », les coopérateurs faisant entendre leurs voix pour critiquer la lenteur du processus (deux ans de silence, une maison du projet qui n'avance pas, un manque d'informations sur les suites du travail de l'atelier urbain). Cette situation pousse la chargée de mission concertation à détacher les expérimentations étudiantes de la relance « officielle » de la concertation. Ceci aura pour effet de laisser une sorte de « carte blanche » aux étudiants qui n'agiront qu'en qualité d'Université Rennes 2. Cependant, cela aura également pour impact de compliquer l'insertion des étudiants dans des scènes locales (acteurs scolaires, acteurs socio-culturels) et d'invisibiliser leur travail du point de vue politique (aucune rencontre avec l'élus de quartier).

Colloque OPDE 2017 Montpellier

« Concevoir, adapter, évaluer des dispositifs pour faciliter et étendre la participation »

Le point de vue du service SIG est également éclairant quant aux critères à partir desquels il est considéré que les expérimentations sont « intéressantes » ou non. La commande initiale faisait état d'une orientation vers les technologies de représentation 3D. Les étudiants n'ayant pas un profil technique suffisamment poussé, ils ont fait le choix de développer des propositions d'atelier faisant appel à la 3D, mais pas aux « données 3D » et à leur usage par certains logiciels. Ceci a eu pour effet un désintérêt progressif du service SIG qui n'a pas vu comment et pourquoi s'impliquer dans le projet puisque celui-ci n'amenait pas à utiliser la base de données 3D de la métropole.

Enfin, le service innovation numérique qui poussait les travaux vers le développement de nouvelles formes « innovantes » de participation numérique a jugé très tôt que les propositions des étudiants n'étaient pas intéressantes car trop « connues » et ne donnant pas lieu au développement d'applications nouvelles pouvant allonger la liste des applis produites par Rennes. En effet, l'un des objectifs du service est de montrer à l'extérieur la capacité d'innovation rennaise via la commande d'applications numériques à des entreprises privées qui démontrent la modernité de l'institution⁹. Les orientations proposées vers l'usage de casques de réalité augmentée ou de lunettes n'ont en effet pas pu être réalisées du fait du profil des étudiants (qui n'étaient pas ingénieurs informaticiens). En guise de bilan sur ces positionnements de service, nous pouvons relater la faible assiduité au comité de pilotage qui s'est peu à peu recentré sur la représentante du service aménagement opérationnel et les chercheurs encadrant le groupe d'étudiants.

Les effets de ce manque de cohérence sur la participation des citoyens

La mise en œuvre des expérimentations sur l'année 2016-2017 est éclairante quant au management de la participation dans cette période de « relance » de la concertation. Les publics rencontrés par les étudiants ont en effet largement montré leur enthousiasme pour la démarche (enfants dans un cadre de loisirs et dans un cadre scolaire ; adultes dans le cadre des activités du centre social du quartier). Les outils numériques ont été dans ce contexte un « embrayeur » de l'intérêt et de la motivation, mais ils ont surtout permis de collecter des « traces » de la participation qui présentent un format attractif : visite filmée d'un environnement minecraft commentée par l'enfant, corpus de photomontages représentant les idées de réaménagement des participants. Cet intérêt de l'outil numérique pour la restitution/diffusion des initiatives a permis aux commanditaires de l'atelier de « témoigner » a posteriori de leur implication dans le processus et de leur intérêt pour la démarche. En effet, une exposition des réalisations des enfants est en cours de conception (qui servira au moment de l'inauguration de la maison du projet) alors que les résultats de l'atelier photomontage ont été présentés en mai 2017 lors d'une réunion publique. La capacité d'instrumentalisation des supports numériques est ainsi très appréciée par les services, dans une logique de monstration de la participation (Bonaccorsi et Nonjon, 2012) plus que d'amplification de la participation.

Une autre critique peut être adressée à la méconduite du projet de participation. En effet, si la période 2010-2014 a permis de structurer des projets citoyens dans le quartier (association des copropriétés dégradées, AMAP, jardins partagés), cette deuxième période qui « collectionne » des dispositifs sans leur donner une direction particulière a tendance à provoquer un effet contreproductif : les acteurs ayant envie de s'impliquer sur le long terme n'identifient pas qui est la structure référente, les citoyens sont lassés d'être sollicités pour « expérimenter » et aspirent à des

⁹ La dernière expérience en ce sens a permis le développement d'une application de visite de la ville pour découvrir les projets urbains en cours ou les secteurs à enjeux, visant à récolter les commentaires des rennais dans la phase de concertation sur le PLU. Sa dimension interactive était limitée à une série de questions posées à la fin de la visite. Cette application a été facilement reprise par l'office de tourisme pour proposer des balades insolites aux touristes. (cf. application Rennes2030 disponible sur l'App Store et Google Play)

Colloque OPDE 2017 Montpellier

« Concevoir, adapter, évaluer des dispositifs pour faciliter et étendre la participation »

réalisations concrètes, les relais d'opinion qui s'étaient structurés autour des ambassadeurs dans la première phase sont devenus les porteurs de la contestation.

CONCLUSION

L'intérêt de l'approche rétrospective qui nous a conduit à aborder les sept années de concertation sur le projet urbain du Blosne résidait dans un objectif majeur : situer l'émergence de nouvelles formes de participation, et notamment numériques, dans un contexte instrumental de conduite du projet. Notre travail a ainsi montré que si le numérique est une source de renouvellement de la participation citoyenne, il ne suffit en aucun cas à garantir celui-ci. Dans le cas étudié, l'instrumentalisation du numérique pour des objectifs divergents a conduit à des résultats mitigés. En effet, la commande en matière de démocratie augmentée n'est pas portée d'une seule voix, ce qui aboutit à un projet incohérent qui ne favorise pas l'implication des citoyens. Le besoin de montrer rapidement les résultats des expérimentations (restitution en continue), le fort intérêt pour une forme d'innovation fonctionnelle (interactivité, dispositif online, réutilisation de l'application), et la mise en avant d'une technologie plus qu'un autre (données 3D), conduisent à se détacher de l'intérêt des citoyens, pour concevoir une « offre » dont on pourra valoriser l'existence dans des bilans financiers et politiques. Or chaque service impliqué autour de cet objet a établi des critères à atteindre qui ne permettent pas de faire converger le dispositif vers une forme d'émancipation citoyenne.

La phase opérationnelle du projet est pour l'instant bien en dessous de ce qui avait été mis en place au cours du diagnostic. C'est pourquoi l'un des défis restant à relever nous semble celui de l'ouverture des dispositifs à la maîtrise d'usage où la collectivité ne serait plus « commanditaire » de la participation citoyenne. En effet, la maison du projet qui ouvrira ses portes fin 2017 est une occasion de mettre à disposition les outils afin qu'ils soient repris et détournés par les acteurs du quartier qui en inventeront les usages. Nous l'avons affirmé dans un précédent article : « [...] dans la ville de demain, les technologies numériques seront une source inépuisable de coordination des initiatives citoyennes, publiques et privées et la collectivité territoriale sera amenée à jouer le rôle de plateforme et d'organisateur de la mise en relation » (Marzloff et Bailleul, 2011). Il semble que la volonté de maîtrise publique et la concurrence entre les services pourrait être dépassée par un autre positionnement de la collectivité par rapport aux enjeux de la participation citoyenne.

BIBLIOGRAPHIE

- Bailleul H., 2015. Médiation des projets urbains : une fabrique urbaine augmentée ?, In *Urbanités et Territoires numériques*, Bailleul H. et Bulot T. Ed. Sci., Editions Modulaires Européennes : 115-133
- Beauchamps M., 2005. Internet : vers une fragmentation de la ville ?, *Communication et organisation*, n°32, 94-105
- Beaujour P. et al., (2017). *Atelier Particité 3D, concertation et numérique. Rapport final*, Université Rennes 2, master Aménagement et Collectivités Territoriales, juin 2017, 130 p.
- Bonaccorsi J. et Nonjon M., 2012. « La participation en kit » : l'horizon funèbre de l'idéal participatif, *Quaderni*, n°79, 29-44
- Daniel S., 2014. Médiation urbaine : versatilité des technologies 3D pour rejoindre le citoyen, *International Summit for Smart Cities in North-Africa*, 9-10 juin, Ifrane, Maroc.

Colloque OPDE 2017 Montpellier

« Concevoir, adapter, évaluer des dispositifs pour faciliter et étendre la participation »

- Ferchaud F. et Dumont M., 2015. Les « échappées » des expérimentations, une forme de design social des espaces ? Le cas du réaménagement du quartier du Blosne à Rennes (France), *Lien social et Politiques*, n°73, 199-214
- Gagnebien A. et Bailleul H., 2016. Maquette 3D, serious game, webdocumentaire. Les dispositifs numériques façonnent-ils l'engagement citoyen dans les projets de ville durable ?, In *Communications publiques et organisationnelles. Intersections des savoirs*, Alemanno S. et al. ED. Sci., Comunicare.ro : 149-172.
- Healey P., 1997. *Collaborative Planning. Shaping places in fragmented societies*, UBC Press, Vancouver, 446 p.
- Lee C.W., 2015. *Do-It-Yourself Democracy. The rise of public engagement industry*. Oxford University Press, New-York, 292 p.
- Marzloff B. et Bailleul H., 2011. La révolution des outils numériques en urbanisme est-elle pour demain ?, *Cahiers de l'IAU*, n°158, 130-133
- Mazeaud A., 2010. *La fabrique de l'alternance : la « démocratie participative » dans la recomposition du territoire régional, Poitou-Charentes 2004-2010*, Thèse de doctorat en science politique, Université de La Rochelle, 534 p.
- Mazeaud A., Nonjon M. et Parizet R., 2016. Les circulations transnationales de l'ingénierie participative, *Participations*, n°14, 5-35
- Monnoyer-Smith L. et Wojcik S., 2014. La participation politique en ligne, vers un renouvellement des problématiques ?, *Participations*, n°1, 5-29
- Souvigné A. et al., (2014). *Analyse rétrospective et enquête sur les usages numériques et 3D en médiation urbaine*, Université Rennes 2, master Aménagement et Collectivités Territoriales, juin 2014, 90 p.